



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

LÉGISLATION FISCALE

(Direction générale des impôts, 1873-1987)

Répertoire méthodique détaillé

établi par Sylvie JULIEN

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Service de la législation fiscale.....	7
Politique fiscale.....	8
Imposition des personnes physiques.....	8
Fiscalité des entreprises.....	10
Fiscalité locale.....	12
Fiscalité de la consommation.....	13
Fiscalité relative à la protection de l'environnement.....	14
Contributions indirectes.....	15
Droits de timbre.....	15
Droits d'enregistrement.....	15

Référence

B-0066305/1 – B-0066328/2

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Législation fiscale.

Dates extrêmes

1873-1987

Noms des principaux producteurs

Direction générale des impôts, service de la législation fiscale.

Importance matérielle

24 boîtes soit 3,05 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement.

Historique du producteur

L'introduction de l'impôt sur le revenu et le passage progressif à un système d'impôts synthétiques et personnalisés imposent une réorganisation des trois régies (les Contributions directes et le cadastre, les Contributions indirectes, l'Enregistrement, les domaines et le timbre). Une première tentative de réunion des Contributions directes et de l'Enregistrement (décret du 17 septembre 1926) échoue. Après guerre, les trois directions générales sont supprimées et fusionnées dans la direction générale des impôts (DGI) (décret du 16 avril 1948), à laquelle est rattaché le service des domaines au 31 décembre 1952. En fait, pendant plusieurs années, la DGI n'est que la superposition des trois administrations anciennes, la législation fiscale étant réservée à un service de coordination. La fusion des directions centrales est progressive jusqu'en 1960 avec la mise en place d'une organisation fonctionnelle comprenant huit services. Leur nombre est réduit à cinq entre 1960 et 1969, puis à quatre en 1996 (Personnel et Budget, Organisation et informatique, Opérations fiscales et foncières,

Contentieux), enfin à trois en 1998 (Ressources, Application, Juridique). De 1977 à 1998, le service de la législation fiscale (SLF), rattaché directement au ministre du budget, recouvre son autonomie (décret du 28 juin 1977). Intégré à la DGI (décret du 2 novembre 1998), il en devient une direction (arrêté du 2 novembre 1998) pour laquelle est créé un poste de directeur général adjoint (décret du 15 juin 2000). Le décret n° 2007-1003 du 31 mai 2007 place la DGI sous l'autorité du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique ; le décret n° 2007-996 du 31 mai 2007 place la DLF est placée sous celle du ministre de l'économie, des finances et de l'emploi et la met disposition du ministre du budget pour la préparation des lois de finances. Quant aux services déconcentrés, ils fusionnent de 1967 à 1970 dans une structure commune, le centre des impôts (décret du 30 décembre 1968). La réforme aboutit également à la mise en place de directions départementales des services fiscaux, ainsi qu'à la fusion des services comptables des contributions indirectes et de l'enregistrement. Les directions à compétence régionale, mises en place à partir de 1960, concourent à une mission générale d'harmonisation et de coordination, avec les directions spécialisées, notamment en matière de contrôle fiscal (décret du 1er août 2000). Les directions des services fiscaux forment une autre catégorie de services déconcentrés de la DGI : elles se composent des centres des recettes des impôts (assiette et contrôle de tous les impôts), des brigades de contrôle et de recherche (depuis 1972), des centres des impôts fonciers (depuis 1977), des conservations des hypothèques. Les objectifs des directeurs des services fiscaux sont déclinés localement et contractualisés avec le directeur général dans le cadre d'un contrat de performance. Enfin, la DGI adopte le statut juridique des services à compétence nationale défini par un décret du 9 mai 1997 pour un grand nombre de ses services territoriaux (arrêtés du 24 juillet 2000) qui s'occupent de la formation des agents (Ecole nationale des impôts, Ecole nationale du cadastre), d'activités à caractère économique (direction nationale d'interventions domaniales - DNID) ou de contrôle fiscal dans des secteurs spécifiques (direction des vérifications nationales et internationales, direction nationale des vérifications de situations fiscales, direction nationale d'enquêtes fiscales). Un arrêté du 13 décembre 2000 crée à compter du 1er janvier 2002 la direction des grandes entreprises, service à compétence nationale, qui est l'interlocuteur fiscal unique des grands groupes (plus de 35 000 entreprises) pour l'assiette et le recouvrement des impôts, les dossiers étant traités par télé-procédure. En 2004, le réseau DGI récupère le recouvrement de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur les salaires, qui dépendait de la direction générale de la comptabilité, et rapproche les recettes (réseau DGCP) et les centres des impôts (réseau DGI). Parallèlement, le programme COPERNIC (arrêté du 12 novembre 2001), piloté conjointement avec la DGCP, est créé pour mettre en place le compte fiscal simplifié et plus largement l'administration fiscale électronique. En 2008, la DGI et la DGCP fusionnent en une direction générale des finances publiques (décret n° 2008-310 du 3 avril 2008)

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Présentation du contenu

Ces archives comportent tout d'abord des dossiers sur les activités et le fonctionnement du service de la législation fiscale qui, après avoir relevé de la direction générale des impôts, est érigé en structure autonome en 1977 afin de distinguer l'administration quotidienne de l'impôt et l'adaptation continue de la législation, puis finalement réintégré à la DGI en 1998.

On y trouve également de nombreux dossiers relatifs à la préparation des lois et règlements en matière de fiscalité, regroupés par type de fiscalité (entreprises, personnes physiques, impôts locaux...).

Indexation

Fiscalité des personnes

Fiscalité professionnelle

Impôts locaux

B-0066305/1, B-0066308/1 – B-0066310/1

Service de la législation fiscale.

1950-1983

B-0066305/1

Activités et fonctionnement du service. - Classement des dossiers du bureau III A1 (1969-1970), questions posées par la commission des finances de l'Assemblée nationale (1970-1971), schéma d'élaboration d'un texte législatif et compte-rendu d'activité pour 1970 (1970-1971), activité du service (1971-1972), réalisations les plus marquantes pour l'année 1972 (1972-1973), compte-rendu d'activité du bureau III A2 (1973), réorganisation du bureau d'ordres (1971-1977) : notes, correspondance, notes d'information.

1969-1977

B-0066308/1

Travaux du service de la législation fiscale relatifs aux lois de finances, mesures d'application à prévoir pour la loi de finances rectificative pour 1968 et la loi de finances pour 1969 (1968-1969), propositions relatives à une amélioration de l'assiette des anciennes contributions directes et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) (1969-1970), mesures fiscales intervenues depuis 1967 en cours d'année et qui n'ont pu être prises en considération dans les évaluations initiales des lois de finances (1970), préparation de diverses dispositions d'ordre financier (DDOF) (1972-1974), rapport de la Commission interministérielle chargée d'examiner les suites à donner au rapport public de la Cour des comptes sur le projet de loi de finances pour 1975 (1974), préparation des textes financiers de fin d'année (1975), calendrier des textes d'application des lois de finances (1982-1983) : notes, correspondance, textes officiels, travaux préparatoires.

1968-1983

B-0066309/1

Code général des impôts, introduction d'une disposition prévoyant la reconduction tacite des évaluations administratives (1970), refonte et impression du code général des impôts (1962-1973), refonte du code général des impôts (1950-1981) : notes, correspondance, textes officiels, travaux préparatoires.

1950-1981

B-0066310/1

Relations avec le public. - Groupe de travail du comité permanent du contrôle fiscal relatif aux relations publiques (1966-1969), projet de loi organique relatif à l'institution d'un médiateur (1972-1978), computation des délais de procédure (1971-1976), propositions de lois relatives à l'institution d'un médiateur (1972-1978), modification des délais imposés aux contribuables pour produire certaines déclarations (1969-1973), garanties accordées aux contribuables contre les changements de doctrine administrative (1956-1977), rapport du médiateur pour l'année 1974 (1974), observations relatives aux rapports du médiateur (1974-1975), publicité des actes administratifs non publiés au Journal officiel (1976), note de l'inspection générale des finances sur les relations de l'administration avec les usagers (1973-1976), rapport du médiateur pour l'année 1979 (1979-1980), propositions de réforme émises par le médiateur en cours d'examen (1973-1980), propositions de réforme du médiateur en matière fiscale (1978-1981) : notes, correspondance, textes officiels, travaux préparatoires, rapport, compte rendu de réunion, presse.

1956-1981

B-0066305/2 – B-0066307/1

Politique fiscale.

1965-1985

B-0066305/2

Mesures d'incitation fiscale pour promouvoir l'étalement des congés (1966-1977) ; programme fiscal à moyen terme et évaluation du coût en 1975 de certains aménagements du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) et des taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (1970) ; inventaire des textes législatifs et réglementaires ayant apporté des simplifications (1970), régime des obligations cautionnées (1966-1972) ; mise en cause du système fiscal et de l'avoir fiscal (1967-1975), changement de dénomination de l'avoir fiscal (1972-1973) ; évolution de la fiscalité française depuis 1959 (1972) ; politique fiscale de 1969 à 1972 (1972) : notes, correspondance, comptes rendus de réunion, textes officiels, articles de presse.

1966-1975

B-0066306/1

Simplifications fiscales (1973), propositions pour redresser la balance commerciale (1968-1975) ; éléments de politique fiscale à court terme (1974) ; rapport sur les travaux de l'Inspection générale des finances (1972-1974) ; projet de loi relatif aux forclusions encourues en période d'interruption du service postal ainsi qu'à la prolongation et à la suspension de divers délais (1968-1975) ; mesures de relance des investissements (1965-1975), engagements pris par le Ministre en matière fiscale au cours de la session parlementaire de 1974 (1974-1975) ; réforme des tribunaux de commerce et institution d'un droit de placement (1975-1977) ; mesures fiscales de relance (1975) ; principales mesures de politique fiscale intervenues depuis mai 1974 (1976-1977) ; propositions du Comité d'études économiques en matière fiscale (1978-1979) ; mesures d'ordre fiscal relatives à la sécurité sociale (1978) ; propositions fiscales du rapport Mayoux relatif aux conditions du développement des initiatives financières locales et régionales (1977-1979) ; diverses propositions du ministère de la Culture (1981) ; contraction de recettes et de dépenses budgétaires (1982-1984) : notes, correspondance, textes officiels, articles de presse, travaux préparatoires, tableaux.

1965-1985

B-0066307/1

Mesures destinées à relancer le marché locatif et à développer les procédures de location-accession (1983) ; demandes formulées en matière fiscale par le ministère de la Culture (1983-1984) ; délibérations adoptées par l'Assemblée permanente des Chambres de métiers sur différents problèmes fiscaux (1983) ; demandes formulées en matière fiscale par la Confédération générale du travail (CGT) (1983-1984) : notes, correspondance, textes officiels, articles de presse, travaux préparatoires.

1983-1984

B-0066312/1 – B-0066315/1

Imposition des personnes physiques.

1945-1985

B-0066312/1

Conséquences fiscales d'une éventuelle indexation du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) sur l'évolution du pouvoir d'achat (1969), taux de la déduction forfaitaire applicable aux revenus des immeubles exemptés de contribution foncière pendant 25 ans (1969-1971), mesures fiscales en vue d'encourager l'accession à la propriété (1967-1974), proposition de loi tendant à instituer une commission d'étude du salaire fiscal (1969), éventail des rémunérations salariales dans différents pays et cotisations d'impôts sur le revenu correspondantes selon une enquête du Centre d'étude

des revenus et des coûts (CERC) (1968-1971), conséquences budgétaires d'un aménagement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) (1970), note sur deux aménagements aux règles de recouvrement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (1970), problèmes concernant la communication à des tiers des renseignements détenus par le Service des impôts (1966-1973), publicité des impositions (1949-1976), confection des rôles d'impôt sur le revenu par procédés électroniques (1971-1972), mise à jour du rapport au Conseil économique et social sur les orientations de la réforme de l'impôt sur le revenu (1969-1972), projet d'instruction sur la répression du travail clandestin (1974), financement de la revalorisation des rentes viagères (1975-1976), institution d'un projet de quitus social et fiscal applicable aux travailleurs immigrés (1945-1980), amélioration des conditions de publicité de l'impôt sur le revenu (1970-1977), effets de la mensualisation de l'impôt sur la trésorerie de l'État (1983) : notes, correspondance, textes officiels, travaux préparatoires, rapports, articles de presse, formulaires de déclaration.

1945-1983

B-0066313/1

Dispositions relatives à la famille, octroi d'une allocation exceptionnelle à caractère familial (1969), proposition de réforme de l'allocation de salaire unique (1970), frais de garde des enfants (1970-1975), dispositions en vue d'améliorer la situation des familles (1971-1977), recouvrement des pensions alimentaires (1971-1977), projet de loi portant réforme du divorce (1975-1977), paiement direct de pensions alimentaires (1968-1975) : notes, correspondance, travaux préparatoires, comptes rendus de réunion, textes officiels, articles de presse.

1968-1977

B-0066314/1

Impôt sur le revenu, régime fiscal des cotisations de retraite versées par les agents généraux d'assurance (1969-1971), régime fiscal des médecins conventionnés (1970), avantages en nature résultant de la concession à un gendarme d'un logement de fonctions (1965-1977), renforcement de l'imposition des dirigeants de sociétés (1968-1975), situation fiscale des personnes qui se livrent à la prostitution (1979-1985), régime fiscal applicable aux personnes physiques ou morales associées à une société civile immobilière (SCI) (1980-1982), régime fiscal applicable à la retraite mutualiste du combattant (1981-1982), indemnité de départ à la retraite (1981), régime d'imposition des courtiers de la loterie nationale et du loto (1965-1985), obligations déclaratives et fiscales des collectionneurs amateurs vendant des minéraux et fossiles à l'occasion de bourses-expositions (1981-1982), régime fiscal de l'indemnité spéciale de décentralisation (1982), régime fiscal des écrivains (1982-1984), régime fiscal applicable aux secours accordés aux victimes de sinistres et calamités (1980-1983), déductibilité des primes payées pour le rachat de points dans le cadre de retraites complémentaires (1976-1984), régime fiscal des médecins (1983), régime fiscal applicable aux activités d'accueil en milieu rural tels que gîtes ou tables d'hôte (1983), fiscalité applicable aux toreros et aux organisateurs de corridas (1977-1984) : notes, correspondance, textes officiels, travaux préparatoires, rapports, articles de presse.

1965-1985

B-0066314/2

Taxes et participations assises sur les salaires, taxe d'apprentissage (1971-1977), détermination du montant des pourboires à retenir dans la base de la taxe sur les salaires (1973-1976) : notes, correspondance, textes officiels, travaux préparatoires, articles de presse.

1971-1977

B-0066315/1

Imposition du patrimoine. - Modification de la doctrine administrative relative à la fiscalité immobilière et aux profits spéculatifs à caractère exceptionnel (1960-1971), problèmes posés par l'anonymat de certains bons de caisse (1970-1975), aménagement de la taxation des plus-values de cession de valeurs mobilières et détaxation de l'épargne investie en actions (1978), Commission d'études sur la fiscalité immobilière (1965-1981), imposition des plus-values immobilières (1980), régime fiscal des objets d'art, de collection et d'antiquités (1981), régime fiscal des fonds communs de placement à risques (1983) : notes, correspondance, textes officiels, travaux préparatoires, articles de presse.

1960-1983

B-0066318/1 – B-0066325/1

Fiscalité des entreprises.

1935-1987

B-0066318/1

Exonérations fiscales des caisses locales ou régionales de crédit agricole mutuel et banques populaires (1962-1976), régime de l'artisanat (1962-1970), réforme des professions judiciaires et juridiques (1970-1977), régime fiscal des fondations (1968-1973), lieu de souscription des déclarations de résultats des entreprises industrielles et commerciales (1959-1976), modification du statut des voyageurs, représentants et placiers (VRP) (1959-1977), modernisation et expansion des petites et moyennes industries (PMI) par la création de sociétés d'investissement privées (1969-1977), création de sociétés unipersonnelles (1970-1976), conditions dans lesquelles sont imposés les revenus du travail et les revenus du capital-financement des petites et moyennes entreprises (PME) (1973-1974) : notes, correspondance, textes officiels, travaux préparatoires, rapports, comptes rendus de réunions, formulaires de déclaration, articles de presse.

1959-1977

B-0066319/1

Mesures pour développer l'implantation en France de quartiers généraux d'entreprises internationales (1971-1977), régime fiscal de la zone industrielle de Lille-Séclin (1961-1974), aménagement de la fiscalité pour résoudre le déficit de la caisse de compensation des céréales de la Réunion (1960-1974), sociétés civiles professionnelles à directoire (1966-1978), rapport du conseil des impôts relatif à l'application de l'article 5 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (1975), rapport du gouvernement sur l'application de l'article 5 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (1975-1976), réorganisation de l'industrie meunière (1971-1975), régime fiscal des associations sportives (1974-1975), projet de rapport public de la Cour des comptes-insertion relative aux ports de plaisance (1975), régime fiscal des associations sportives (1974-1975), régime fiscal des centres de gestion agréés (CGA) (1970-1977), seuils fiscaux susceptibles de freiner le développement de l'emploi dans les petites et moyennes entreprises (PME) (1976-1979), fiscalité des entreprises de music-hall (1970-1976) : notes, correspondance, textes officiels, travaux préparatoires, rapports, comptes rendus de réunions, formulaires de déclaration, articles de presse.

1960-1979

B-0066320/1

Mesures fiscales concernant le cirque (1978-1979), régime fiscal des ateliers protégés (1979-1980), régime fiscal des centres de gestion agricoles (1971-1983), régime applicable aux subventions exceptionnelles attribuées à un certain nombre d'entreprises à la suite d'inondations (1980), assujettissement des associations de gestion agréées à

l'impôt sur les sociétés et à la taxe sur la valeur ajoutée (1979-1982), situation fiscale des chirurgiens-dentistes (1980-1981), régime applicable à la Société française d'études et de réalisations d'équipements de radiodiffusion et de télévision pour l'exploitation à l'étranger du système Antiope (1980-1984), régime fiscal applicable aux opérations réalisées par l'Association française pour le développement international des formations technologiques (1981-1982), statut fiscal de la fondation Royaumont pour le progrès des sciences de l'homme (1975-1982), recensement des problèmes fiscaux des experts-comptables (1981), régime fiscal applicable aux laboratoires d'analyses de biologie médicale (1981-1982), situation fiscale du Bureau de vérification de la publicité (1980-1983), aménagement de la fiscalité des entreprises (1981), problèmes fiscaux de la Fédération nationale des syndicats de négociants en combustibles et carburants de France (1981-1983), charges pesant sur les entreprises (1981-1982), régime fiscal du Centre notarial d'informatique et des Centres de recherche d'information et de documentation notariales (CRIDON) (1979-1986) : notes, correspondance, travaux préparatoires, rapports, textes officiels, articles de presse.

1971-1986

B-0066321/1

Situation fiscale de la société de gestion du Parc des Princes (1980-1987), situation fiscale de la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles en Champagne-Ardenne (1980-1984), régime fiscal des remises d'articles effectuées à titre publicitaire par des entreprises à des personnalités du monde sportif ou artistique (1967-1983), régime fiscal des locations-ventes et assimilés (1982-1984), régime fiscal de l'Association pour le développement des échanges en technologie économique et financière (ADETEF) (1982-1983), fiscalité des établissements sanitaires privés à but non lucratif (1976-1983), conséquences fiscales de la réalisation d'un parc résidentiel de loisirs (1982-1983), régime fiscal des ports autonomes (1935-1983), régime fiscal applicable à un office du tourisme (1982-1983), mesures fiscales demandées par la Fédération française de football (1982-1983), régime fiscal de la Fondation de la distribution (1982-1984), régime fiscal applicable aux foyers de jeunes travailleurs (1982-1985) : notes, correspondance, travaux préparatoires, textes officiels, rapports.

1935-1987

B-0066322/1

Revendications des artisans en matière fiscale (1982-1983), régime fiscal applicable aux Groupements d'intérêt public (GIP) (1983-1984), propositions fiscales en vue de promouvoir la construction de logements (1982-1983), problèmes fiscaux posés par la société Alsthom-Atlantique des Chantiers navals de Nantes (1983), situation fiscale des manufactures des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie (1982-1985), régime fiscal applicable aux sociétés civiles professionnelles exerçant des activités commerciales accessoires (1966-1984), statut des Sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP) et coopératives artisanales (1983), situation fiscale de la Société d'aménagement foncier et rural (SAFER) d'Ile-de-France (1981-1985), problèmes liés à l'artisanat (1983), demandes fiscales de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (1981-1983), intervention de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (1983-1984), demandes fiscales formulées par le secteur du commerce de gros (1983-1984), demandes fiscales formulées par les petites et moyennes entreprises (1983-1984) : notes, correspondance, travaux préparatoires, textes officiels, rapports.

1966-1985

B-0066323/1

Bénéfices industriels et commerciaux (BIC). - Taxe pour frais de chambre des métiers (1968-1970) ; taxe sur les véhicules de tourisme des sociétés (1970), forfait de bénéfice

et de chiffre d'affaires (1970) ; exonération des BIC investis par les entreprises métropolitaines dans les départements d'outre-mer (1971-1972) ; régime des très petites entreprises (1971-1973) ; problèmes fiscaux posés par la dissolution et le partage d'une société (1950-1976) ; extension aux commerçants et artisans de l'abattement sur les BIC de 20% réservé aux salariés (1969-1975) ; réforme de l'assiette des cotisations sociales (1972-1979) ; régime fiscal des banques en matière de taxe sur le chiffre d'affaires (1968-1976) ; application éventuelle aux commerçants et artisans soumis au régime du forfait des mesures contenues à l'article 7 de la loi de finances pour 1978 (1978) ; activités accessoires des huissiers de justice au regard de l'adhésion à une association agréée (1979-1980) ; régime fiscal applicable à certains véhicules utilitaires de type Range-Rover (1976-1980), régimes fiscal des vétérinaires et des groupements agricoles (1980-1981) : notes, correspondance, travaux préparatoires, textes officiels, formulaires de déclaration, rapports, articles de presse.

1950-1981

B-0066324/1

Impôt sur les sociétés, régime fiscal des marchés d'intérêt national (1954-1970), réforme du régime fiscal des profits de construction (1971-1973), aménagement du régime fiscal des organismes non lucratifs (1971-1979), régime fiscal des sociétés de recherche (1975-1978), régime fiscal applicable aux dotations financières consenties par les sociétés de télévision à leurs filiales (1980-1981), situation fiscale de la société anonyme mixte du Lille Olympique sporting club (1975-1981), situation fiscale des sociétés de courses (1942-1981), mesures fiscales réduisant les droits des salariés à la participation financière (1980-1983), constitution d'une provision pour risque fiscal (1983-1984) : notes, correspondance, travaux préparatoires, textes officiels, rapports, articles de presse.

1942-1984

B-0066325/1

Incitations et avantages fiscaux, exonérations fiscales des offices d'habitations à loyer modéré (HLM) (1971-1977), réforme du statut des laboratoires d'analyses et de biologie médicale (1946-1982), conditions dans lesquelles sociétés et autres personnes morales agréées peuvent être placées sous le régime du bénéfice mondial ou du bénéfice consolidé (1965-1977), situation de sociétés ayant eu recours aux Comités départementaux d'information et d'orientation et mesures fiscales susceptibles de les aider (1974-1976), groupe de travail sur les problèmes de financement du cinéma (1972-1975), propositions pour un régime de pluri-activité dans certaines zones rurales défavorisées (1974-1981), loi suédoise sur les déductions fiscales accordées à des entreprises ayant des activités de recherche et développement (1979-1980), fiscalité des chirurgiens-dentistes adhérents des associations agréées (1979), extension aux centres de gestion agréés des mesures prises en vue de modérer l'impôt sur les sociétés des associations agréées (1978-1979), obligations des médecins faisant adhérents à des associations agréées (1979), procédures d'aide au développement régional (1981), liste des aides fiscales aux petites et moyennes entreprises et industries (1980-1981) : notes, correspondance, travaux préparatoires, textes officiels, formulaires de déclaration, rapports, compte-rendu de réunion, articles de presse.

1946-1982

B-0066327/1 – B-0066328/2

Fiscalité locale.

1940-1982

B-0066327/1 – B-0066327/2

Fiscalité locale directe.

1969-1982

B-0066327/1

Taxe de défrichement (1969-1974), régime fiscal de la redevance perçue à l'occasion de la cession des terrains destinés à supporter les centres commerciaux dans les villes nouvelles de la région parisienne (1970-1971), première révision quinquennale des évaluations foncières des propriétés bâties (1971), recouvrement des impôts directs locaux (1971-1972), révision des évaluations foncières (1973-1974) : notes, correspondance, travaux préparatoires, textes officiels, rapports, formulaires de déclaration, comptes-rendus de réunion.

1969-1974

B-0066327/2

Taxe professionnelle, problèmes posés par la mise en application de la taxe professionnelle (1969), problèmes posés par la mise en application de la taxe professionnelle prévue par l'ordonnance du 7 janvier 1959 (1972), assujettissement à la taxe professionnelle des ventes occasionnelles réalisées par des amateurs dans le cadre de bourse-exposition-vente (1981-1982) : notes, correspondance, travaux préparatoires, textes officiels.

1969-1982

B-0066328/1 – B-0066328/2

Fiscalité locale indirecte.

1940-1981

B-0066328/1

Fiscalité communale, relèvement du taux de la surtaxe sur les eaux minérales (1972-1973), institution du tarif progressif du droit de licence des débits de boissons dans les communes de plus de 100 000 habitants (1960-1975), création d'une taxe dont l'assiette serait constituée par les billets d'entrée aux spectacles sportifs (1952-1975), régime de classement des communes touristiques et thermales (1981), possibilité de décentralisation de certains impôts (1981) : notes, correspondance, travaux préparatoires, formulaires de déclaration, textes officiels.

1952-1981

B-0066328/2

Fiscalité régionale, institution d'une taxe destinée aux transports en commun de la région parisienne (1957-1977), étude concernant le remplacement de la taxe radio par une taxe auto-radio (1974-1978), déconcentration de la procédure d'agrément des terrains de camping à but non lucratif (1969-1975), modalités du paiement fractionné ou différé des droits d'enregistrement ou de la taxe de publicité foncière (1940-1977) : notes, correspondance, travaux préparatoires, plans, formulaires de déclaration, comptes rendus de réunion, textes officiels, articles de presse.

1940-1978

B-0066316/1 – B-0066317/1

Fiscalité de la consommation.

1962-1984

B-0066316/1

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur la vente de matériels agricoles livrés en Corse (1963-1970), taxe unique sur les conventions d'assurances (1969), perte de recettes au titre de la TVA résultant du relèvement du nombre maximum de salariés permettant l'immatriculation au répertoire des métiers (1962-1974), conséquence sur la TVA du classement des établissements d'hébergement et de tourisme (1971-1973), projet de décret précisant les cas dans lesquels les marchandises doivent être désignées selon la nomenclature générale des produits (1971), régime d'imposition forfaitaire et déduction

de la TVA afférente aux achats de biens amortissables (1966-1973), incidences fiscales des transferts immobiliers et des ventes de logements (1965-1976), projet de décret relatif au remboursement de crédits de TVA déductible détenus par les établissements publics (1972-1973), projet de décret relatif au taux majoré de la TVA (1967-1974), déduction de la TVA ayant grevé les biens et services nécessaires à la formation professionnelle continue (1969-1973), TVA relative aux immeubles et travaux immobiliers-livraison à soi-même (1972-1973), assujettissement à la TVA des immeubles destinés à des usages industriels et commerciaux (1973), application de la TVA aux opérations effectuées dans les ports de plaisance (1965-1974), TVA et ventes ou services impayés (1972-1973) : notes, correspondance, textes officiels, travaux préparatoires, rapports, articles de presse.

1962-1976

B-0066317/1

Prélèvement sur les produits de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) destinée au budget annexe des prestations sociales agricoles (1966-1973), taux de prélèvement précipitaire et forfaitaire sur le prix de vente des tabacs fabriqués en France continentale et en Guadeloupe (1972-1974), condition de déduction des biens constituant des immobilisations en matière de TVA (1973-1977), remboursement de la TVA aux collectivités locales (1972-1973), remboursement de la TVA payée sur les travaux et fournitures par les collectivités locales (1973-1974), modification des bases forfaitaires d'imposition à la TVA des boissons achetées à la propriété (1968-1974), taux de TVA applicable aux surfaces sensibles destinées aux divers procédés d'impression (1974-1975), assujettissement à la TVA des collectivités locales (1974-1975), réforme du versement représentatif de la taxe sur les salaires (VRTS) et remplacement du VRTS et des taxes sur les spectacles par un prélèvement sur le produit net de la TVA (1973-1975), fonds d'équipement des collectivités locales (FECL) et remboursement de la TVA aux collectivités locales (1974-1977), imposition à la TVA des concessionnaires d'autoroutes (1972-1979), groupe de travail chargé d'examiner le régime d'imposition à la TVA des concessionnaires d'autoroutes (1977-1979), harmonisation des régimes d'imposition des membres des professions libérales passibles de la TVA (1980-1982), réforme de la TVA (1979-1982), situation au regard de la TVA des propriétaires de parkings couverts donnés en location (1981), TVA et mesures d'allègement de la trésorerie des entreprises (1981), reversement de la TVA afférente à l'achat d'un bien lorsqu'il fait l'objet d'un don (1983), régime fiscal d'une opération de construction-vente sur un terrain donné à bail par autrui (1971-1984) : notes, correspondance, textes officiels, travaux préparatoires, rapports, articles de presse.

1966-1984

B-0066311/1

Fiscalité relative à la protection de l'environnement. - Travaux interministériels et européens sur la politique fiscale de protection de l'environnement (1972-1973), comité interministériel d'action pour la protection de la nature et de l'environnement (CIANE) (1972-1973), projet de loi portant création de l'établissement public dit Conservatoire de l'espace littoral (1965-1978), problèmes posés par l'utilisation d'un mélange essence-alcool comme carburant automobile (1950-1974), projet de loi relatif à l'élimination des déchets, à la récupération et au recyclage des matériaux (1965-1975), mesures proposées par le ministère de l'équipement relatives aux économies de carburant (1974), régime et répartition des eaux et lutte contre leur pollution (1964-1984), comité interministériel pour l'aménagement du territoire - politique de la montagne (1973-1976) : notes, correspondance, textes officiels, travaux préparatoires, compte rendu de réunion, rapports, presse.

1950-1984

B-0066326/1

Contributions indirectes. - Taxe spéciale sur les conventions d'assurances (1969-1973), inventaire des impôts frappant les transports, les carburants et pneumatiques et taxes sur les véhicules automobiles (1971-1975), aménagement du prélèvement préciputaire sur les tabacs (1973-1974), taxes parafiscales sur les vins (1975-1976), redevance audiovisuelle (1983-1984) : notes, correspondance, travaux préparatoires, textes officiels.

1969-1984

B-0066326/2

Droits de timbre. - Projet de décret relatif au paiement à forfait du droit de timbre de dimension dû sur les actes de greffe et les actes judiciaires des juridictions civiles (1970-1977), transfert des attributions de l'Atelier général du timbre (1960-1977) : notes, correspondance, travaux préparatoires, textes officiels, articles de presse.

1960-1977

B-0066326/3

Droits d'enregistrement. - Exonération du droit d'enregistrement dû sur les ventes publiques de bois (1969), réforme des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière (1970), projet d'arrêté relatif à la dispense d'enregistrement d'actes notariés et des testaments olographes (1970), projet de décret relatif au siège et au ressort des bureaux des hypothèques (1964-1973), modification du régime fiscal des mutations à titre gratuit (1968-1971), révision du tarif du salaire des conservateurs des hypothèques (1966-1974), acquisition de biens immobiliers par les étrangers (1973-1977), répertoires et registres tenus par les huissiers de justice (1873-1978), régime fiscal applicable à l'acquisition d'un immeuble destiné à une fondation (1981-1982), régime fiscal de l'accession à la propriété avec bail à construction et droit de mutation à titre onéreux (1983), régime fiscal des acomptes versés dans un contrat de location-gérance de fonds de commerce assorti d'une promesse unilatérale de vente (1982-1983) : notes, correspondance, travaux préparatoires, textes officiels, articles de presse.

1873-1983